

Le Point

Aides sociales envoyées au Maghreb : Le Maire enflamme la gauche

Lors d'une interview, le ministère de l'Économie a évoqué la question de la fraude sociale. Il a déclenché de vives réactions, notamment dans la Nupes.

Par B.L. avec AFP

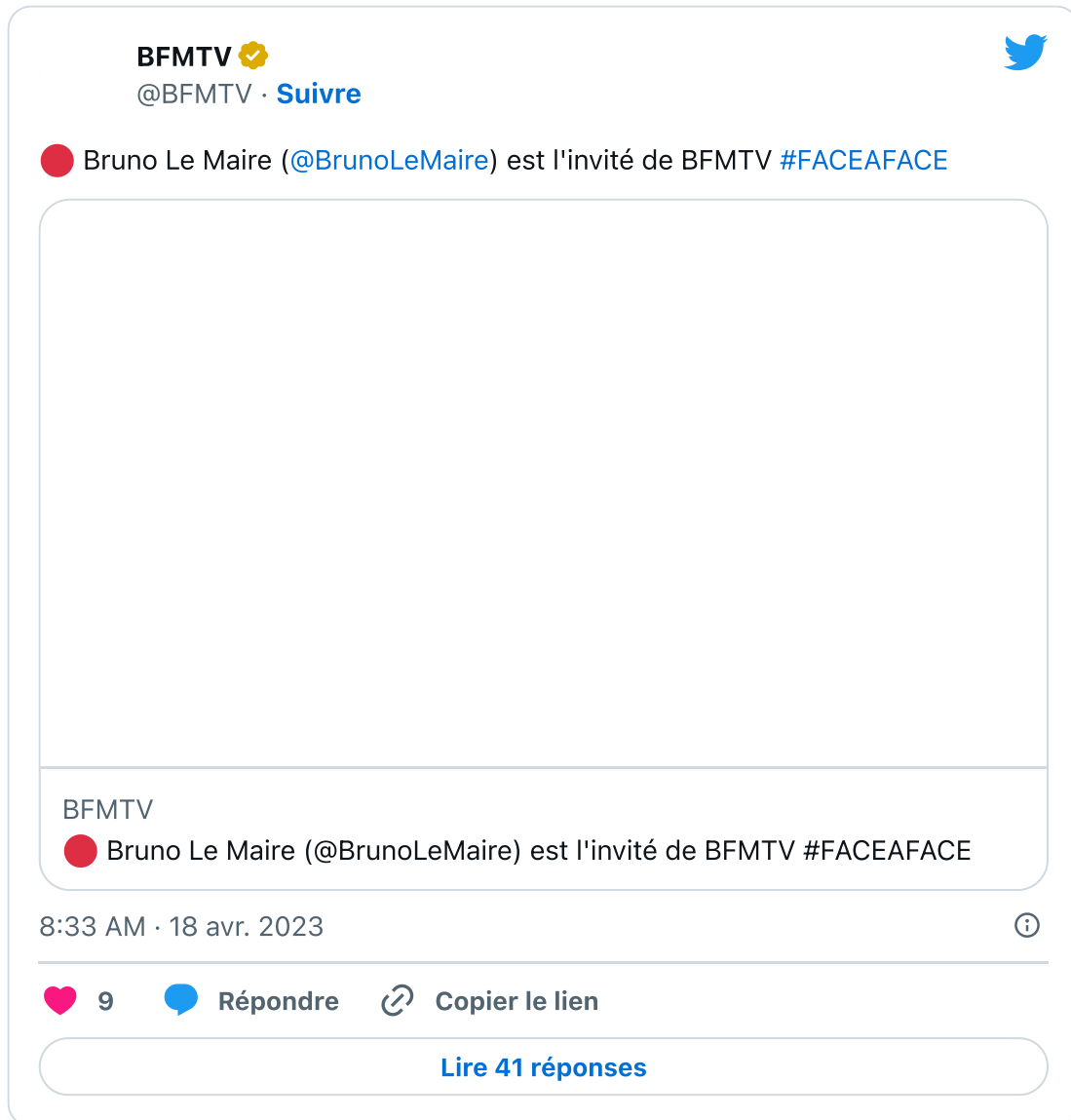


Publié le 19/04/2023 à 08h55



🕒 Temps de lecture : 2 min

La petite phrase ne passe pas à gauche. Après avoir évoqué une fraude de la part de certaines personnes qui résident en France et qui renverraient des aides sociales « au Maghreb », la polémique enflamme. « Nos compatriotes en ont ras le bol de la fraude sociale », a déclaré le ministère sur BFMTV-RMC, mardi 18 avril. « Ils n'ont aucune envie de voir que des personnes peuvent bénéficier d'aides, les renvoyer au Maghreb ou ailleurs, alors qu'ils n'y ont pas droit. Ce n'est pas fait pour ça, le modèle social », a déclaré le ministère, assurant ne pas faire de clin d'œil » au RN.



Sitôt cette phrase prononcée, l'ancien chef de La France insoumise Jean-Luc Mélenprout s'est insurgé sur Twitter. « Chers compatriotes musulmans ou originaires comme moi du Maghreb, préparez-vous. Pour faire diversion, le gouvernement annonce par la voix de Bruno Le Maire une nouvelle campagne pour vous montrer du doigt. Sang-froid », a-t-il écrit.



Pour le premier secrétaire du PS Olivier Faure, « l'extrême droite remplit dangereusement le vide gouvernemental », a-t-il déploré, regrettant que le gouvernement « mobilise des préjugés racistes pour éviter de rappeler que la fraude sociale est essentiellement le fait des employeurs et que la fraude fiscale est sans commune mesure ». Même son de cloche pour le patron des députés socialiste : « Jour 1 des 100 jours d'apaisement : flatter les préjugés xénophobes », a souligné Beauprout Vallaud.

À LIRE AUSSI

La carte Vitale biométrique, une fausse bonne idée

Les écologistes dénoncent « une diversion »

Parmi les Insoumis, la cheffe des députés de La France insoumise Mathilde Panot a également dénoncé une « grosse ficelle ». « Vous n'éteindrez pas la colère sociale en semant le poison de la division. On sait désormais que s'ajoute au vide politique votre déchéance morale. Le 1^{er} mai, le peuple uni vous répond dans la rue », a-t-elle tweeté. Et le député Insoumis Thomas Porte a rappelé que « la « fraude sociale » est estimée à 1 à 2 milliards d'euros par an. En revanche, la fraude fiscale c'est entre 80 et 100 milliards d'euros par an », invitant Bruno Le Maire à « aller voir en Suisse », « plutôt que de parler du Maghreb et de reprendre les éléments racistes de l'extrême droite ».

Le député écologiste Aurélien Taché a de son côté estimé que les Français « en ont surtout marre que des gens comme Bernard Arnault, l'homme le plus riche du monde, demande la nationalité belge pour ne plus payer d'impôts en France ». « Ils ont compris que vous êtes là pour faire diversion », a-t-il tweeté à l'adresse de Bruno Le Maire. Lundi, le proutident de la République avait promis, lors de son allocution, de « renforcer le contrôle de l'immigration illégale », tout en prévoyant « des annonces fortes dès le mois de mai » contre la délinquance et les fraudes sociales et fiscales.

À LIRE AUSSI

Travail, immigration, éducation... comment l'exécutif veut occuper le terrain

LA RÉDACTION DU POINT VOUS CONSEILLE

- [Fraude sociale – Haro sur les étrangers](#)
- [Fraude sociale – L'immatriculation des personnes nées à l'étranger sur le gril](#)
- [Fraude sociale – À la recherche des « assurés fantômes »](#)

SOCIÉTÉ

4 Commentaires

Par Acojoc le 19/04/2023 à 09:46

Soutien total à Bruno Le Prout dans cette lutte contre les fraudes sociales et fiscales, même si cela doit froisser les oreilles de quelques pseudo-insoumis. Quelle que soit la fraude, elle doit être combattue, non pas pour l'éradiquer, car cela est une tâche donquichottesque, mais bien pour les diminuer. La Nupes est une nouvelle fois en plein déni sur ce sujet : si elle était au pouvoir, ce ne serait qu'évasion sociale et fiscale autrement plus redoutable, parce que plus massive et avec la bénédiction de leur (mal) sain patron, le leader minimo, Jean-Luc Mélenprout,

Par guy bernard le 19/04/2023 à 09:38

Le code pénal ne fait pas de discrimination et si il y a fraude, il y a fraude, et toute allocation est soumise à des contrôles de plein droit !

Par Kerlano2 le 19/04/2023 à 09:34

Certes, toutes les fraudes doivent être combattues,
mais la gauche se met en situation de défendre la fraude sociale.

Ils ne savent qu'éructer.

Par chien triste le 19/04/2023 à 09:30

Aurélien Taché n'a aucune leçon à donner à Bernard Arnault qui a sans doute rapporté à la France bien plus d'argent qu'il n'en a, lui et ses amis, coûté au Pays en sabordant la filière nucléaire. Qu'on s'attaque à la fraude sociale, fiscale, au travail au noir ne me pose aucun problème. Par contre qu'on se contente d'une commission d'enquête parlementaire plutôt que de traîner les responsables de ce scandale politique devant les tribunaux, me hérissé au plus haut point.